

Esther Duflo, Expérience, science et lutte contre la pauvreté, Lutter contre la pauvreté

Expérience, science et lutte contre la pauvreté est la séance inaugurale des leçons d'Esther Duflo au collège de France, dont Lutter contre la pauvreté est issu : le propos est le même en plus court et moins documenté dans le premier ouvrage : où en sont les programmes d'aide au développement, comment les améliorer ?

Dans ces courts ouvrages (70 et 2x100 pages respectivement – Lutter contre la pauvreté est constitué de deux tomes : Le développement humain et La politique de l'autonomie), Esther Duflo explique sa méthode pour analyser les programmes d'aide au développement et les améliorer. Elle mène des expériences randomisées, avec un groupe de test et un groupe de contrôle, dans le premier tome pour évaluer l'impact de programmes de santé ou d'éducation, dans des pays comme l'Inde ou le Kenya, dans le deuxième pour évaluer la microfinance et les gouvernances efficaces contre la corruption.

Ce qui ressort de ces expériences, c'est que les résultats, bien que significatifs, ne sont jamais extraordinaires : taux de vaccination d'un village qui augmente de 6% à 17%, mortalité infantile qui passe de 144‰ à 99‰ dans un autre, taux d'abandon scolaire qui passe de 45% à 41%, absentéisme qui baisse de 14%...

L'approche de ces expériences est de trouver localement les incitations les plus efficaces (financières ou autre) pour que les personnes visées agissent dans leur intérêt, cette aide au développement est donc nécessairement partielle, mais elle permet d'engranger des connaissances sur les bonnes méthodes à appliquer et sur les freins au développement.

Un des principaux freins au développement semble être le manque de motivation des populations. En effet, l'absentéisme des instituteurs et des infirmières est très élevé, à la fois parce que ces personnes instruites sont très sollicitées dans leur village et parce que les méthodes pédagogiques et thérapeutiques officielles sont inadaptées. Quand les ONG proposent des méthodes innovantes, le résultat – bien que limité comme on l'a vu – est généralement au rendez-vous : elles ont également transmis leur motivation.

Subventionner les parents des écoliers ou les enfants qui vont à l'école est efficace pour lutter contre l'absentéisme, tout comme informer sur la valeur de l'instruction ou améliorer la santé des élèves en éradiquant une maladie contagieuse comme le ver intestinal. Mais une fois les enfants présents, ils ne retiennent pas forcément grand-chose. Distribuer plus de manuels scolaires (en anglais alors que les enfants le parlent à peine) n'est pas efficace, augmenter le nombre de professeurs non plus (ça ne fait qu'augmenter leur absentéisme). Vérifier que les professeurs sont présents l'est.

Dans certaines régions d'Inde, où la population souffre de malnutrition et de carences, les gens sont en mauvaise santé, c'est-à-dire se plaignent très fréquemment de douleurs. Le

réseau dense de centres de soins publics est inefficace car les infirmières sont trop souvent absentes et la population ne s'y rend pas car elles n'ont pas le droit de leur délivrer d'antibiotiques, se concentrent sur la prévention et sont mal vues car elles doivent stériliser les femmes. À la place, les gens se rendent chez des charlatans : 70% des praticiens privés n'ont pas de diplôme de médecin, ils prescrivent des remèdes fantaisistes et dangereux. Le gouvernement indien a triplé le budget alloué aux centres publics mais la politique « plus de la même chose » ne marche hélas pas. En Ouganda, des réunions entre ONG, population et personnel médical ont permis d'augmenter un petit peu la médicalisation de cette population. Donner un prix nul, voire négatif, aux vaccins, moustiquaires et tests de dépistage est une bonne solution, car les gens ont un biais pour le court terme. Pour lutter contre le SIDA mieux vaut dire aux adolescentes kenyanes (dont un tiers sont enceintes à 15 ans !) que les adultes sont des partenaires beaucoup plus risqués que les garçons plutôt que d'avoir un discours général de prévention.

Le microcrédit a une trentaine d'années derrière lui, et ses innovations ont permis de financer efficacement des micro-entreprises dans les pays pauvres, là où les politiques publiques de déploiement des banques ont échoué (notamment en Inde). Pour différentes raisons (aléa moral, frais de gestion, effet amplificateur), les taux d'intérêt proposés aux pauvres sont élevés (entre 30% et 75% souvent). Mais ce n'est pas un problème car les pauvres supportent de tels taux – même s'ils incitent dans une certaine mesure à ne pas rembourser. Le modèle canonique du microcrédit, fondé par la banque Grameen et Mohammed Yunus, est de prêter (peu au départ) solidairement à des taux d'intérêt élevés à un groupe de dix femmes (ce qui les émancipent) qui doivent se réunir pour rembourser chaque semaine (ce qui les unit), ce qui permet de leur dispenser des formations, le personnel est nombreux et mal payé – mais reçoit un intéressement fondé sur le nombre de clients et les taux de remboursement. Il ne faut pas s'y tromper, le microcrédit ne résout pas le problème de la pauvreté : il offre à des entrepreneurs potentiels, coupés du marché du crédit, de réaliser leur projet. Il faut inciter les gens à l'épargne, car ils ont une préférence irrationnelle pour le court terme. Les produits d'assurance ne sont pas appréciés par les pauvres.

La corruption, revers obligé des tentatives d'assurer un bien commun, est ici définie comme la situation où un fonctionnaire enfreint un règlement pour obtenir un avantage personnel (exemples : absentéisme chez les professeurs ou les infirmières, policiers qui n'enregistrent pas les plaintes, matériel volé lors de la construction de routes, bakchichs). On peut lutter contre la corruption en contrôlant les agissements par le haut et par le bas : des expériences au Brésil et en Inde montrent que les populations ont moins tendance à voter pour les gens corrompus. Avantages et inconvénients de la décentralisation : les problèmes sont mieux ciblés, au risque d'un accaparement du pouvoir par une caste ou un groupe social (par exemple en Inde, les femmes sont quasiment absentes lors des décisions locales). Le vote semble être une bonne pratique pour endiguer ce phénomène, on remarque en pratique que les mêmes décisions sont prises, mais qu'elles sont plus acceptées. Les quotas de femmes permettent d'atténuer la misogynie. Au Bénin, un discours clientéliste (ethnique) est préféré à un discours universaliste : les gens y croient plus.

Pour préparer une politique, il faut aller sur le terrain pour comprendre les enjeux et tâtonner en usant de créativité et de patience, ce sera plus efficace que de décréter des grands principes depuis son bureau.

Principales références bibliographiques :

jeffrey sachs : *the end of poverty*

easterly : *the white man's burden* (je vais pas aimer)

bjorn lomborg : *how to spend \$50 billion to make the world a better place*

paul collier : *the bottom billion*

burnside et dollar : *aid, policies and growth*, AER

-> easterly, levine et roodman : *new data, new doubts*, AER

yunus : *vers un monde sans pauvreté*

world development report, making services work for poor people

human development report

Reducing the impact of poverty on health and human development

burgess et pande : *can rural banks reduce poverty ? evidence from the indian social banking experiment*, AER

stiglitz et weiss : *credit rationing in markets with imperfect information*, AER

pande et udry : *institutions and development : a view from below*

rapport sur la corruption : transparency.org/about_us/annuel

collins, murdoch, rutherford, ruthven : *portfolios of the poor : how the world's poor live on \$2 a day*